

# LA RESISTANCE DANS LE VAL-D'OISE

•••

toise et du Vexin. Ailleurs, les chefs « naturels » des divers mouvements et réseaux rassembleront les hommes qu'ils connaissent et auxquels ils sont liés par les épreuves de la longue lutte clandestine, leur assureront grades, fonctions, armement, puis prendront des initiatives sur le terrain local, avec des coordinations souvent difficiles entre les uns et les autres. On peut parler de chefs de groupes plutôt que de chefs de secteurs. Tels seront, d'après les archives officielles et pour ne citer que les principaux, avec leur mouvements :

— pour Libération-Nord : Raphaël Larocque (alias « Lancien »), promu Colonel et chef régional des F.F.I. de Seine-et-Oise Nord, ainsi que Commandant du groupe militaire 405-1,

— pour les F.T.P.F. : Borges (alias « Bcaugency »), Chef du groupement F.T.P. de Seine-et-Oise Nord; Commandant René Caillavet (dit « René »), Chef F.F.I. de la région d'Argenteuil,

— pour l'Armée Secrète : Commandant Robert Decamps (dit « Landouzy »), Chef de la subdivision Nord-Ouest de l'A.S.-F.F.C. comprenant 5 districts territoriaux : Longchambon Louis, Chef du secteur d'Argenteuil; Jean Houllier (« 1789 »); Pierre René (« 1790 »); Boudras Emile (« 1791 »); Charles Poitrat (« 1892 »); Lucien Roy (« 1793 »); Maurice Toutan (« 1704 ») commandants respectifs des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> bataillons de la subdivision Nord,

— pour Défense de la France : Jean-Jacques Bernier, Chef des secteurs A et B de Seine-et-Oise Nord,

— pour le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.) : Commandant Georges Salmon (dit « Duparc »), Chef du secteur 18 B du M.L.N. d'Herblay, La Frette-sur-Seine, Montigny-lès-Cormeilles, assisté de ses Chefs de compagnies Georges Lange, Henri Lecomte, Lucien Ollivier (« Dutilleul »),

— pour le groupe « Jan » de la même formation : Commandant Biennais (alias « Jan »), ayant opéré à Argenteuil,

— pour l'O.C.M. : André Neel (dit « Roland » ou « 999 »), Chef d'Etat-Major pour le secteur d'Argenteuil, et ses chefs de bureau d'Etat-Major : Maurice Weber (« Vincent » ou « 888 »), Henri Comte, Gaston Hocrtel, Louis Faucher (« Denfert »), Marcel Picard,

— au titre purement F.F.I. : Péliissier (alias « Pic », « Duroc », « Forestier »), Chef F.F.I. de la Seine-et-Oise; Capitaine Marcel Dabout, commandant du secteur d'Ermont; René Ménard (dit « Jean »), chef du Groupe d'Ecouen.

Il est à noter que les maquis du Vexin et de la vallée de l'Oise paraissent avoir toujours gardé une large autonomie de commandement et d'action, de même que la plupart des formations proprement F.T.P., ou encore certains petits groupements isolés, tels celui du commandant Manoukian à Deuil-la-Barre, ou encore, à Saint-Gratien, le commando de choc d'une trentaine d'hommes organisé par le lieutenant Roger Dhondt, ancien officier des Brigades Internationales d'Espagne

Drapeau de la Kommandantur d'Argenteuil enlevé par un groupe FTP depuis les toits des maisons voisines dans la nuit du 25 août 1944. Les nazis n'évacuèrent la ville que le 28 août, sans avoir remplacé leur emblème nazi.



M. et Mme Hulin présentent le drapeau arraché.

qui combatta héroïquement.

Pour le secteur d'Enghien-les-Bains, Montmorency, Soisy-sous-Montmorency, Taverny, Deuil, Montmagny, les F.F.I. dits « de 1<sup>er</sup> choc » auraient été au nombre de 60 et la « Réserve » de 440 volontaires inscrits, soit au total 500 combattants. Toutefois, d'après les archives du groupe 405-1, ce chiffre se serait élevé à 1 800 ou 1 900 au cours des derniers engagements armés. Argenteuil, pour sa part, revendique la mobilisation d'environ 900 hommes, répartis dans les différents quartiers de la ville, jusqu'à Genevilliers. Ces chiffres, rapprochés de ceux de la population des

secteurs concernés, peuvent donner une idée de l'ampleur de la mobilisation dans les autres secteurs du département.

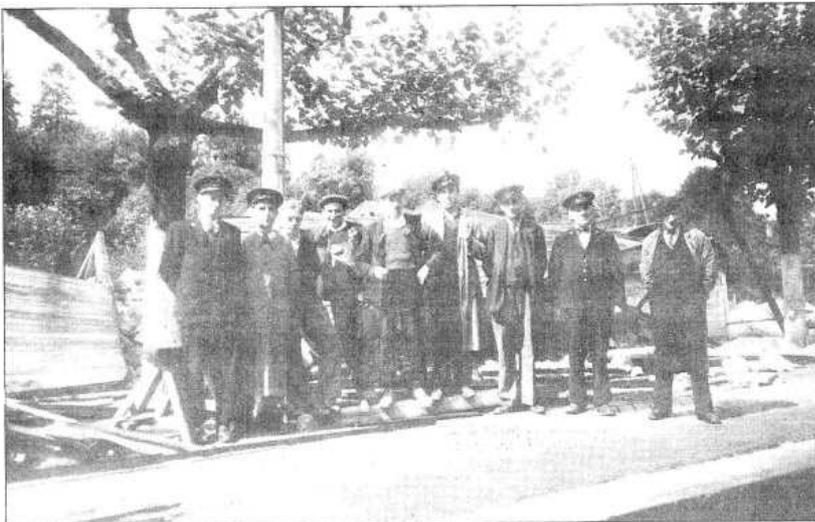
Mais à côté des F.F.I. proprement dits, il convient de ne pas oublier la présence des Milices Patriotiques constituées depuis mai 1944 dans les usines, les entreprises, les communes, en une sorte de « réserve active » des F.F.I. ou de ses groupes francs et « dont le but essentiel était de saboter la production de guerre ennemie dans les usines et l'administration du régime de Vichy à tous les échelons, de provoquer des grèves, des mouvements de masse, des manifestations et de soutenir l'action des F.F.I. ». Ces Milices

relevaient directement des Comités locaux de Libération, mis en place à l'effet d'occuper les mairies et les organes centraux de chaque ville dès sa libération, les quels étaient responsables devant les Comités départementaux de Libération, le tout en liaison étroite avec les Forces Françaises de l'Intérieur. Il en existait un certain nombre dans le Val-d'Oise, particulièrement dans les usines de la zone industrielle d'Argenteuil-Bezons, sous le commandement de « René » (Caillavet). A l'heure H, décidé pour la Région parisienne par le C.N.R., le Comité Parisien de Libération et les Syndicats clandestins le 19 août, les membres des Mi-

lices rejoindront, pour la plupart, les rangs des F.F.I., puis — le moment venu — les barricades.

Quant à l'armement, il est bien insuffisant, et même réduit à sa plus simple expression : le plus souvent quelques pistolets, fusils de guerre ou de chasse sortis des « caches » avec leurs munitions, des « cocktails Molotov » hâtivement confectionnés, mais surtout des fusils, des revolvers et des grenades « récupérés » sur des soldats allemands. En fait, de nombreux parachutages d'armes ont été effectués en France par les Britanniques et le B.C.R.A. depuis février 1944, mais toute la Région parisienne a

été étrangement desservie dans la distribution, malgré les incessantes réclamations du Colonel « Rol » et du C.O.M.A.C. — Sans doute en raison d'une certaine méfiance des Alliés et de notre gouvernement de Londres à l'égard de la Résistance intérieure et de l'insurrection nationale... « De tout ce matériel, la Seine n'a rien reçu et, si l'on estime que c'est par défaut de terrains de parachutage (ce qui serait admissible), nous constatons qu'en Seine-et-Oise, où nous aurions pu aller nous armer avant la bataille, il n'a été envoyé que : mitraillettes Sten, 114 ; pistolets, 18 ; fusils, 150 ; bren, 24 ; bazookas, 2 et 158 940 cartouches de 9 mm ; 180 grenades » et « il est tellement prévu que notre armement dépend uniquement du courage des combattants que le commandant de région ne cesse de recommander à ses troupes de s'emparer des armes boches : le 18 août « les formations constituées doivent s'armer par tous les moyens, en particulier en récupérant le matériel des soldats ennemis ». C'est déjà fait à Persan-Beaumont où, dès le 5 août, on s'est emparé de douze fusils et de dix revolvers Colt. De toute façon, les petits maquis disséminés le long de la vallée de l'Oise et engagés depuis longtemps dans le combat se trouvent en général assez bien armés. Ailleurs quelques envois d'armes — marcioniques — auront lieu, ici ou là, venant de l'Etat-Major, en plein milieu de la lutte » : le colonel Larocque se souvient que le 27 ou le 28 août, une dizaine de mitraillettes anglaises Sten, avec leurs chargeurs, parviendront au P.C. du groupe 405-1 à Enghien-les-Bains...



A L'Isle-Adam, les employés de la SNCF posent au milieu des ruines de la gare, après la libération